

**Assemblée générale**

Cinquante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
29 octobre 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 54<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 13 mai 2002, à 10 heures

*Président :* M. Effah-Apenteng ..... (Ghana)  
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires :* M. Mselle

**Sommaire**

## Organisation des travaux

Point 17 de l'ordre du jour : Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (*suite*)

b) Nomination de membres du Comité des contributions (*suite*)

Point 120 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (*suite*)

Point 134 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (*suite*)

a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban (*suite*)

Point 135 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo

Point 137 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (*suite*)

Point 139 de l'ordre du jour : Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité

a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

02-37877 (F)



Point 141 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (*suite*)

Point 144 de l'ordre du jour : Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies

Point 146 de l'ordre du jour : Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du Quartier général des Forces de paix des Nations Unies

Point 149 de l'ordre du jour : Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Point 150 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Point 151 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti

Point 154 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Point 155 de l'ordre du jour : Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et du Groupe d'appui de la police civile

Point 156 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti

Point 133 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

Point 130 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (*suite*)

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

### **Organisation des travaux (A/C.5/56/L.61/Rev.1)**

1. **Le Président** appelle l'attention sur la note du Secrétariat sur l'État d'avancement de la documentation destinée à la deuxième partie de la reprise de la session de la Cinquième Commission de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale (A/C.5/56/L.61/Rev.1). Le Secrétariat a fait des efforts considérables pour que la plupart des rapports paraissent à temps. Cependant, ainsi qu'il est indiqué dans une liste officielle, intitulée « Documents dont il est proposé que l'examen soit reporté à la cinquante-septième session », certains documents ont été soumis tardivement pour des raisons indépendantes de la volonté du Secrétariat et certains autres n'étaient pas encore prêts à être soumis. Le Bureau a été informé par le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) que le Comité consultatif ne serait pas en mesure d'examiner ces documents en profondeur ni de soumettre un rapport d'ensemble à temps pour que la Cinquième Commission puisse le prendre en considération. Le Président souhaite donc proposer que l'examen des rapports ayant trait au matériel appartenant aux contingents, aux taux applicables aux sommes à rembourser aux gouvernements des États qui fournissent des contingents et à la question du décès et de l'invalidité soit reporté à la cinquante-septième session de l'Assemblée.

2. Le Bureau a également été informé que le Rapport du Secrétaire général sur la création d'une capacité de surveillance au Bureau de la gestion des ressources humaines nécessitait d'importants travaux préparatoires, notamment pour recueillir et analyser les données. Bien que ces travaux aient considérablement progressé, la version définitive du rapport n'est pas encore établie et il est donc proposé que son examen soit reporté à la cinquante-septième session.

3. Le programme de travail proposé envisageait l'examen de tous les rapports disponibles. Il faut cependant rappeler que la Commission n'aura pas le luxe de prolonger ses réunions au-delà de la troisième semaine ni de se réunir le soir ou le week-end.

4. **M. Pulido** (Venezuela), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, demande que l'examen du programme de travail soit repoussé à la

réunion suivante, où il sera en mesure de faire une déclaration.

5. **M. Nakkari** (République arabe syrienne) dit que pour éviter les problèmes rencontrés l'an passé, il faut préserver une marge de flexibilité en ce qui concerne le nombre des réunions. La Section de la planification et du service des séances devrait tenir compte du fait qu'il peut s'avérer nécessaire de prolonger d'une semaine la durée de la partie actuelle de la reprise de la session de l'Assemblée. Une autre séance officielle sur le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) pourrait également être nécessaire.

6. **Le Président** dit qu'il présume que la Commission souhaite reporter la poursuite de l'examen du programme de travail proposé à la séance suivante.

7. *Il en est ainsi décidé.*

### **Point 17 de l'ordre du jour : Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations (suite)**

#### **b) Nomination de membres du Comité des contributions (suite) (A/56/102/Add.1 et A/C.5/56/6/Add.1)**

8. **Le Président** appelle l'attention sur la note du Secrétaire général relative à la démission de M. Kazuo Watanabe (Japon) du Comité des contributions (A/56/102/Add.1). Dans une autre note du Secrétaire général (A/C.5/56/6/Add.1), l'Assemblée générale a été informée que le Gouvernement japonais avait désigné M. Kenshiro Akimoto comme candidat au siège devenu vacant. Dans une note verbale du Chargé d'affaires de Brunéi Darussalam auprès de l'Organisation des Nations Unies, datée du 26 avril 2002, il a été informé que cette nomination avait été approuvée par le Groupe des États d'Asie.

9. Il présume que la Commission souhaite nommer M. Kenshiro Akimoto comme membre du Comité des contributions pour la période débutant à la date de sa nomination et expirant le 31 décembre 2003.

10. *Il en est ainsi décidé.*

### **Point 120 de l'ordre du jour : Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes (suite) [A/56/5 (Vol. II), A/56/66/Add.2 et A/56/887]**

11. **M. Bhana** (Directeur de l'audit externe de l'Afrique du Sud), prenant la parole au nom du Président du Comité des commissaires aux comptes, présente le rapport du Comité sur les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour la période de 12 mois se terminant le 30 juin 2001 [A/56/5 (Vol. II)]. Le rapport examine les trois points spéciaux soulevés par le Comité consultatif et par l'Assemblée générale et inclut une annexe commentant les mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité dans son précédent rapport [A/55/5 (Vol. II)].

12. En réponse au Comité consultatif, qui avait demandé que le Comité des commissaires aux comptes procède à une évaluation de tous les aspects de l'application des dispositions relatives au matériel appartenant aux contingents, le rapport met l'accent sur l'application des procédures d'inspection et de vérification requises en ce qui concerne la procédure réformée applicable au matériel appartenant aux contingents. Le Comité des commissaires aux comptes a constaté que les rapports de vérification n'étaient pas toujours établis en temps voulu et recommandé que le Département des opérations de maintien de la paix procède à l'évaluation détaillée des ressources nécessaires au sein des missions afin de pallier les carences qu'il avait observées.

13. Le Comité consultatif a également demandé au Comité des commissaires aux comptes d'évaluer l'efficacité du dispositif des vérificateurs résidents auprès des missions sur le terrain. Le Comité a évalué l'efficacité de cette fonction par rapport aux normes internationales d'audit interne. D'une manière générale, il est d'avis que la fonction des vérificateurs résidents constitue un mécanisme de contrôle important, mais que des améliorations sont nécessaires dans les domaines de la formation, de l'évaluation des risques, du contrôle de la qualité et de l'établissement de rapports. Ainsi que le lui a demandé le Comité consultatif, le Comité des commissaires aux comptes continuera d'accorder une attention particulière à la fonction de vérificateur résident et, en particulier, à déterminer dans quelle mesure il est donné suite à ses recommandations.

14. Pour sa part, l'Assemblée générale a prié le Comité des commissaires aux comptes de suivre les procédures de définition d'objectifs par les missions et leur degré d'application. S'il est évident que l'Administration a fait des progrès, la définition

d'objectifs est une procédure encore nouvelle et l'Administration doit suivre de près son application afin de fournir directives et appui en temps voulu.

15. Comme dans son rapport d'audit précédent, le Comité des commissaires aux comptes a mis l'accent sur les deux mêmes points spécifiques sans émettre de réserve quant au fait que les états financiers donnaient une image fidèle de la situation financière. En premier lieu, le Comité n'a pu obtenir l'assurance que la valeur attribuée au matériel durable détenu par les missions de maintien de la paix, soit environ 696 millions de dollars, était raisonnable, ainsi qu'il est mentionné à la note 9 des états financiers, principalement en raison d'écarts portant sur les soldes d'ouverture et de carences en ce qui concerne la garde et le contrôle du matériel. En second lieu, des demandes de remboursement approuvées d'un montant approximatif de 8 millions de dollars, soumises conformément à l'ancien système de remboursement applicable au matériel appartenant aux contingents, n'ont pas été imputées sur l'exercice comptable. Le Comité a noté une amélioration de près de 32 millions de dollars, représentant quelque 80 %, par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, le Comité estime que les états financiers de l'Organisation font apparaître une sous-évaluation des dépenses et des éléments de passif dans une proportion d'environ 8 millions de dollars. Cette question d'ordre technique a fait l'objet de débats approfondis dans le passé et, si le Comité est conscient des difficultés que présente la prise en compte de telles demandes de remboursement, il estime que les demandes de vérification approuvées constituent des dépenses valables qui auraient dû être saisies dans les comptes.

16. Les autres principales constatations du Comité des commissaires aux comptes sont les suivantes : un certain nombre de dettes de longue date incluses dans les comptes créditeurs n'ont pas été réglées à la fin de l'exercice considéré; les politiques et pratiques établies en matière d'utilisation, par des personnes étrangères aux missions concernées, d'aéronefs affrétés par l'ONU ne sont pas toujours respectées; certaines sections de deux missions n'ont pas soumis leurs plans d'achat en temps voulu, aussi les missions concernées n'ont-elles pu établir leurs propres plans d'achat. En outre, la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH), la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) et la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

ont eu des difficultés à résoudre des problèmes ayant trait à leur statut fiscal; la sélection des membres de la police civile préalablement à leur déploiement laisse toujours à désirer, puisqu'une proportion importante d'entre eux échouent aux tests obligatoires à leur arrivée au sein des missions; la base de données sur les dossiers tenus par le Groupe de la liquidation présente des différences par rapport à la base de données tenue par le Comité de contrôle du matériel du Siège, sur lesquelles on ne s'est pas penché en temps voulu.

17. Le Comité des commissaires aux comptes a recommandé que l'Administration veille à la stricte application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies; renforce les contrôles destinés à faire en sorte que les procédures d'enregistrement et de garde du matériel durable soient exhaustives et précises; évalue et prévoie les ressources dont elle a besoin pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent au titre des procédures relatives au matériel appartenant aux contingents; améliore la planification des achats; améliore les procédures de liquidation afin qu'elles soient menées à bien sans délai. Il a également noté les commentaires formulés dans le rapport du Comité consultatif (A/56/887) au sujet du suivi et de l'efficacité de l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes. Ce dernier se félicite de la proposition du Comité consultatif d'examiner les avantages que pourraient présenter des consultations plus fréquentes entre les deux organes à ce sujet.

18. **Mme Ferrena-Mahmud** (Chef du Groupe de l'appui aux activités de contrôle du Département de la gestion) présente le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2001 (A/56/66/Add.2). Comme en témoigne le taux élevé d'application des recommandations du Comité, l'Administration continue d'attacher une grande importance à l'application intégrale de l'ensemble de ces recommandations en temps voulu. Pour la plupart, le rapport s'attarde seulement sur les recommandations qui demandent des précisions ou des éclaircissements. Dans quelques rares cas, les recommandations du Comité n'ont pas été appliquées. Deux cas de figure se sont alors présentés : l'Administration a pris des mesures appropriées pour faire en sorte qu'elles le

soient rapidement, ou elle a dit ne pas être en mesure de les appliquer en raison de graves difficultés budgétaires, entre autres facteurs. L'Administration continuera d'assurer le suivi et l'examen de l'application de toutes les recommandations du Comité.

19. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) présente le Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/56/887). Le Comité des commissaires aux comptes a formulé d'autres commentaires ont été formulés dans les rapports qu'il a consacrés aux opérations de maintien de la paix (A/56/887/Add.1 à 10). Il a accueilli avec satisfaction les commentaires et les recommandations du Comité des commissaires aux comptes.

20. Deux aspects du rapport du Comité des commissaires aux comptes appellent une attention particulière, à savoir les deux études spéciales sur le service des vérificateurs résidents et sur la gestion du matériel appartenant aux contingents, dont la réalisation a été requise par le Comité consultatif. Ce dernier se félicite des mesures prises par diverses missions pour améliorer l'application des nouveaux arrangements relatifs au matériel appartenant aux contingents, notamment la mise en place d'unités qui se consacrent uniquement à cette tâche. Les quartiers généraux des missions pourraient encourager la mise en commun des pratiques optimales en la matière.

21. Le Secrétariat, le Bureau des services de contrôle interne et chacune des missions doivent prendre des mesures afin de tirer tout le parti possible du service des vérificateurs des comptes résidents. Le Comité consultatif a indiqué certaines des mesures à prendre et appelé l'attention sur le plan visant à développer le service des enquêteurs. Il a également demandé au Secrétaire général d'établir un rapport sur la question.

22. Le Comité a également formulé des commentaires sur la question de la définition d'objectifs, ainsi que l'avait demandé l'Assemblée générale. C'est la première fois que des missions tentaient d'utiliser des techniques de budgétisation axée sur les résultats dans le cadre de leur processus budgétaire. Le Comité consultatif a formulé un grand nombre de commentaires sur cette question dans son

rapport (A/56/887) et il a mis en garde contre ce qui apparaît comme une importance trop grande accordée à la théorie et des présuppositions irréalistes quant à ce qu'il est possible d'accomplir. Le Comité consultatif insiste sur la nécessité pour le Secrétariat et les missions d'être pragmatiques et d'adapter les techniques de budgétisation axée sur les résultats aux circonstances particulières à chaque mission, notamment son mandat, ses programmes, ses activités et les services qu'elle fournit. En particulier, il ne faut pas à tout prix définir des objectifs ou des indicateurs de succès, ni mentionner des réalisations escomptées lorsqu'il est impossible, d'un point de vue pratique, de les définir et d'obtenir les résultats voulus de la manière indiquée par le Comité consultatif.

23. Au paragraphe 11 de son rapport, le Comité consultatif recommande de modifier la présentation des rapports sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et se déclare prêt à tenir d'autres consultations sur la question de l'efficacité de l'application des recommandations de ce dernier.

**Point 134 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient (suite)**

- a) **Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement** (A/56/813, A/56/832 et Add.1 et A/56/887/Add.8)
- b) **Force intérimaire des Nations Unies au Liban (suite)** (A/56/822, A/56/893 et A/56/887/Add.7)

**Point 135 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo** (A/56/763, A/56/802 et A/56/887/Add.6)

**Point 137 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (suite)** (A/56/840, A/56/862 et A/56/887/Add.9)

**Point 139 de l'ordre du jour : Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité**

- a) **Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït** (A/56/794 et Corr.1, A/56/820 et A/56/887/Add.5)

**Point 141 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (suite)** (A/56/833, A/56/855 et A/56/887/Add.3)

**Point 144 de l'ordre du jour : Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies** (A/56/842 et A/56/887)

**Point 146 de l'ordre du jour : Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du Quartier général des Forces de paix des Nations Unies** (A/56/852 et A/56/887)

**Point 149 de l'ordre du jour : Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre** (A/56/782, A/56/838 et A/56/887/Add.4)

**Point 150 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie** (A/56/721 et Corr.1, A/56/815 et A/56/887/Add.1)

**Point 151 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti** (A/56/851 et A/56/887)

**Point 154 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine** (A/56/698, A/56/773 et A/56/887/Add.2)

**Point 155 de l'ordre du jour : Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et du Groupe d'appui de la police civile** (A/56/844 et A/56/887)

**Point 156 de l'ordre du jour : Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti, de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti** (A/56/841 et A/56/887)

**Point 133 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite)**

24. **M. Halbwachs** (Contrôleur), présentant dans une seule déclaration les rapports du Secrétaire général sur le financement des missions de maintien de la paix, dit que la nature imprévisible des opérations de maintien

de la paix rend parfois difficile l'observation du processus méthodique envisagé dans la résolution 49/233 de l'Assemblée générale. La Commission est saisie des 41 rapports du Secrétaire général suivants : les rapports d'exécution du budget de 12 missions de maintien de la paix en cours pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001; les rapports finals d'exécution du budget de cinq opérations de maintien de la paix qui ont pris fin; les projets de budget de 11 missions de maintien de la paix en cours et d'une nouvelle mission sur le point d'être constituée pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003; un rapport sur les conditions de travail du personnel local de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD); un rapport actualisé sur la situation financière des Forces de paix des Nations Unies (FPNU); un rapport sur la liquidation du matériel de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola/Mission d'observation des Nations Unies en Angola (UNAVEM/MONUA); un rapport sur la liquidation du matériel de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ATNUTO); le rapport sur l'exécution du budget et le budget du compte d'appui; le rapport sur l'exécution du budget et le budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi; un rapport sur les stocks de matériel stratégique; six rapports traitant, entre autres, de la question du décès et de l'invalidité, de l'application des recommandations du Comité des 34 et des cas dans lesquels l'Organisation des Nations Unies peut faire valoir des droits à restitution du fait du non-respect de l'Accord sur le statut des forces ou d'autres accords.

25. Les rapports sur l'exécution des budgets pour l'exercice allant de juillet 2000 à juin 2001 indiquent qu'un montant de 2,63 milliards de dollars avait été approuvé par l'Assemblée générale au titre de 12 missions en cours, et que les dépenses se sont élevées à 2,37 milliards de dollars. Le solde inutilisé atteint 250 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution de 90 %, pratiquement égal à celui enregistré lors de l'exercice précédent. En dépit de la fluidité opérationnelle observée dans les missions de maintien de la paix dotées d'un effectif important en Afrique, au Kosovo et au Timor oriental, l'exécution a été relativement satisfaisante. Le Comité consultatif avait recommandé que les intérêts créditeurs, ainsi que les recettes accessoires ou diverses, soient déclarés : cette recommandation a été suivie d'effet. Les rapports en question comportent en outre des éléments

d'information relatifs à la formation, au personnel détaché dans d'autres missions, aux dépenses relatives à la sécurité du personnel, ainsi que le détail des projets à effet rapide.

26. Les prévisions budgétaires pour les 12 missions en cours pour l'exercice allant de juillet 2002 à juin 2003 représentent un montant total de 2,61 milliards de dollars, contre 2,67 milliards pour l'année en cours. Une fois ajoutés les montants requis pour le compte d'appui, la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi et les dépenses non renouvelables au titre des stocks de matériel stratégique, le montant proposé s'élève à 2,91 milliards de dollars. Le Comité examinera les budgets respectifs des 12 opérations en cours lors de la présente partie de la reprise de la session.

27. Chacun des rapports en question comporte une section portant sur la définition d'objectifs, qui mentionne les réalisations escomptées, des indicateurs de succès et les facteurs externes. L'Administration souhaite recevoir du Comité des directives quant aux améliorations qu'il serait possible d'apporter à cette procédure.

28. En ce qui concerne le financement des Forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient, le rapport d'exécution du budget de la FNUOD (A/56/813) indique que des crédits d'un montant brut de 36,9 millions de dollars avaient été ouverts pour l'exercice considéré, et que le montant brut des dépenses s'est établi à 36,4 millions, d'où un solde inutilisé d'un montant brut de 575 100 dollars. Le taux d'exécution dépasse 98 %. Des économies ont été réalisées, pour deux raisons principales : l'effectif déployé a été légèrement inférieur à l'effectif autorisé et les dépenses opérationnelles ont été moindres que prévu. Ces économies ont servi principalement couvrir les dépenses engagées pour le remplacement urgent de bâtiments préfabriqués et la hausse du traitement du personnel local.

29. Le projet de budget de la FNUOD pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/832) s'élève à 39 millions de dollars. L'augmentation de 12,9 % par rapport à l'exercice précédent est due à la poursuite du remplacement et de la rénovation des locaux d'hébergement, conformément au plan directeur triennal de la FNUOD, à l'acquisition et au remplacement de matériel de communication et d'observation, qui fait partie intégrante du programme

de modernisation en cours, et à la création proposée de trois postes de personnel international.

30. Le budget de la FNUOD (A/56/832/Add.1) donne un aperçu des mesures déjà prises pour améliorer les conditions de travail du personnel local. L'Assemblée générale ayant demandé la prorogation de telles mesures, et compte tenu des conditions spécifiques propres au camp Faouar, l'intention a été d'établir un barème des traitements distinct applicable au camp Faouar, qui tiendrait compte de l'absence d'un marché local du travail à proximité du camp et aiderait la FNUOD à recruter et à fidéliser du personnel habitant à Damas. Le barème prendrait en considération le temps supplémentaire consacré à l'activité professionnelle, par rapport à la durée de la semaine de travail correspondant au barème en vigueur à Damas. Les incidences financières du nouveau barème seraient de l'ordre de 83 000 dollars des États-Unis par an. Le rapport conclut que l'établissement d'un barème des traitements distinct, venant s'ajouter aux mesures adoptées depuis 1995 pour améliorer les conditions de travail au camp Faouar, répondrait pleinement à la demande formulée par l'Assemblée générale.

31. Le montant total des crédits ouverts pour la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) s'élevait à 207 millions de dollars. Les dépenses ont atteint 183,8 millions de dollars, d'où un solde inutilisé de 23,3 millions de dollars. Le fait qu'un exercice financier de 12 mois ait donné lieu à trois budgets a conduit à des difficultés pratiques de mise en œuvre ainsi qu'à des changements opérationnels en succession rapide et à une reconfiguration de la Force, d'où un taux d'exécution du budget de 89 %.

32. Le montant brut du projet de budget de la FINUL pour l'exercice allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/893) s'élève à 112,4 millions de dollars, en diminution de 17,9 % (soit 24,4 millions de dollars) par rapport à l'exercice précédent. Le projet de budget a été établi conformément au dernier plan de reconfiguration de la Force en date, qui prévoit de réduire le nombre des effectifs à 2 000 hommes environ à compter de janvier 2003.

33. En ce qui concerne l'exécution du budget de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) (A/56/763), le montant des crédits ouverts s'élevait à 450 millions de dollars et les dépenses ont atteint 383 millions de dollars. Le solde inutilisé de 66,5 millions de dollars s'explique

essentiellement par une diminution des coûts afférents au personnel civil.

34. Le projet de budget de la MINUK pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 s'élève à un montant brut de 391,1 millions de dollars, soit une diminution de 2,2 % par rapport à la période précédente. Cette diminution correspond à une baisse de 6,2 % des dépenses afférentes au personnel civil, en partie compensée par une augmentation de 5,2 % des dépenses afférentes au personnel militaire et de 20 % des dépenses opérationnelles, essentiellement au titre de la restauration des cellules de détention de la police et du quartier général de la MINUK à Pristina, à la conversion d'un hôtel en local de bureaux et à la réparation d'installations en divers endroits.

35. Le rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) (A/56/840) indique que des crédits d'un montant total brut de 189,2 millions de dollars ont été ouverts et que les dépenses ont atteint 164,1 millions, d'où un solde inutilisé d'un montant brut de 25,1 millions de dollars. Le solde inutilisé est essentiellement imputable au déploiement tardif du personnel international – le coût effectif du personnel civil et du personnel militaire a donc été inférieur aux prévisions – ainsi qu'à des dépenses moindres au titre des opérations et autres programmes.

36. Le montant brut du projet de budget de la MINUEE pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/862), s'élève à 220,8 millions de dollars. L'augmentation de 11,3 % (22,4 millions de dollars) est imputable à une augmentation des dépenses afférentes au personnel militaire et au personnel civil et des dépenses opérationnelles.

37. Abordant le rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït (MONUIK) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/56/794), le Contrôleur dit que les dépenses ont atteint 50 millions de dollars alors que le montant des crédits ouverts s'élevait à 52,7 millions de dollars, d'où un solde inutilisé de 2,6 millions de dollars (5 %). Les deux tiers du montant total des crédits ouverts aux fins du fonctionnement de la MONUIK proviennent de contributions volontaires du Gouvernement koweïtien. Le solde inutilisé s'explique par un taux de vacance de postes plus élevé que prévu pour le personnel international, par le moindre coût des voyages nécessités par la relève et le rapatriement des



contingents pour le personnel militaire, et par la réduction des besoins aux rubriques Pièces de rechange, réparation et entretien des véhicules, Opérations navales, Communications par réseaux commerciaux et Fournitures et services.

38. S'agissant du projet de budget de la MONUIK pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/820), son montant brut s'élève à 50,6 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 534 800 dollars (1 %) par rapport à la période précédente. La diminution proposée correspond à une baisse de 12 % des dépenses afférentes au personnel militaire et de 5,2 % des dépenses afférentes au personnel civil. Elle est en partie compensée par une augmentation de 25,6 % des dépenses opérationnelles, de 52,7 % des dépenses engagées au titre des autres programmes et de 4,6 % des contributions du personnel. Le montant supplémentaire demandé au titre des dépenses opérationnelles s'explique, entre autres, par des prévisions de dépenses plus élevées au titre des services collectifs de distribution et de la rénovation des locaux, et par une augmentation des dépenses afférentes aux opérations aériennes en relation avec les dispositions de la lettre d'attribution en vigueur. Le projet de budget a été établi sur la base d'un effectif de 195 observateurs militaires et 904 membres des contingents, 67 fonctionnaires internationaux et 168 agents locaux, soit une augmentation de quatre postes de personnel international contrebalancée par une réduction de six postes de personnel local, ce qui revient à une diminution nette de deux postes. Les changements proposés en ce qui concerne la dotation en effectifs tiennent à la restructuration de la Division administrative.

39. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) pour la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/56/833), l'Assemblée générale a ouvert, aux fins du fonctionnement de la Mission, des crédits d'un montant total de 577,7 millions de dollars. Les dépenses se sont élevées à 520,7 millions de dollars. Le solde inutilisé de 56,9 millions de dollars, soit 9,9 % du montant des crédits approuvés, s'explique essentiellement par le report du déploiement du personnel militaire et civil, qui a permis de réaliser des économies de 29,8 millions et 3,9 millions de dollars, respectivement, et par des économies simultanées au titre des besoins

opérationnels. Le projet de budget pour le fonctionnement de la Mission pendant la période du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/855) fait état d'une réduction de 22,5 millions de dollars (3,3 %) par rapport aux montants répartis pour la période en cours et son montant brut s'élève à 669,5 millions de dollars. Il reflète les besoins afférents au fonctionnement de la Mission, sur la base de l'effectif de 17 500 militaires actuellement autorisé. Toutefois, à l'issue des élections en Sierra Leone, on évaluera au cours du deuxième semestre de 2002 la situation politique et les conditions de sécurité afin de déterminer s'il convient de recommander un ajustement éventuel des effectifs de la Mission. Quoi qu'il en soit, il ne devrait être procédé à aucun ajustement important des effectifs avant le début de 2003.

40. Le rapport final sur l'exécution du budget de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (A/56/842) contient des précisions sur les remboursements aux gouvernements ayant fourni des contingents, les dépenses, la situation de trésorerie et les quotes-parts non acquittées. Il a été demandé à l'Assemblée générale de répartir le montant brut de 172 000 dollars pour la période du 1er juillet au 15 octobre 1999; de prélever ce montant sur le solde inutilisé, qui atteint 7 millions de dollars; d'inviter les États Membres à renoncer à leurs parts respectives du solde de trésorerie, soit un montant de 18,2 millions de dollars, lequel servira à financer la constitution des stocks de matériel stratégique.

41. Le rapport sur l'exécution du budget de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du quartier général des Forces de paix des Nations Unies (A/56/852) contient des renseignements actualisés sur le financement de ces missions. Au paragraphe 10, il est demandé à l'Assemblée générale de décider que les États Membres renonceront à leurs parts respectives, soit 125,6 millions de dollars, du solde des crédits ouverts de 196,5 millions de dollars, qui seront ajoutées aux ressources nécessaires au financement des stocks de déploiement stratégique; de porter le montant restant du solde de trésorerie, soit 8,3 millions de dollars, au crédit des États Membres; de continuer à suspendre, à titre temporaire, l'application des articles 4.3 et 4.4 et de l'alinéa d) de l'article 5.2 du Règlement financier en ce qui concerne l'excédent restant, soit un montant brut

de 62,5 millions de dollars, compte tenu des problèmes de trésorerie que connaissent les Forces combinées.

42. Le rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/56/782) indique que le montant brut des dépenses s'est élevé à 42,4 millions de dollars. Du fait que le montant des crédits ouverts était de 43,4 millions, le solde inutilisé atteint 1 million de dollars. Le Gouvernement chypriote couvre de façon continue un tiers des dépenses annuelles de la Force sous forme de contributions volontaires et le Gouvernement grec verse chaque année un montant de 6,5 millions de dollars. Le solde inutilisé s'explique principalement par la baisse du coût des rations, de la masse salariale (en raison d'une réduction du nombre de postes d'agents locaux), et du coût des communications assurées par les réseaux commerciaux. En outre, des initiatives ont été prises pour que la Mission soit gérée de la façon la plus économique et efficace possible, notamment grâce à l'externalisation de certains services.

43. Le projet de budget relatif au fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/838) prévoit une augmentation de 2,6 millions de dollars (6,4 %), qui s'explique par une augmentation de 3 % des dépenses afférentes au personnel militaire, de 25,4 % des dépenses opérationnelles et de 54,9 % des dépenses au titre des autres programmes, en partie compensée par une diminution de 3,7 % des dépenses afférentes au personnel civil. Le tableau d'effectifs proposé comprend 35 contrôleurs de la police civile, 44 fonctionnaires internationaux et 105 agents locaux, ce qui représente une diminution nette de 42 postes d'agent local, en raison de l'externalisation des services de restauration.

44. Le rapport sur l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/56/721) indique que, pour des crédits approuvés de 30 millions de dollars, les dépenses se sont élevées à 26 millions de dollars, d'où un solde inutilisé de 4 millions (13,4 %). L'effectif des observateurs militaires déployé a été moindre que prévu, ce qui a entraîné des économies d'un montant de 1,2 million de dollars. Des économies d'un montant de 2 millions de dollars ont été réalisées au titre du

personnel civil, ce qui s'explique essentiellement par le fait que quelque 65 % du personnel a été recruté spécialement pour la Mission, au lieu des 32 % prévus dans le projet de budget. Un solde inutilisé de 883 800 dollars au titre des dépenses opérationnelles résulte principalement de l'acquisition de véhicules à un coût moindre que prévu.

45. Le projet de budget de la MONUG pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/815) prévoit une augmentation de 8,5 millions de dollars (31,6 %), qui s'explique par une augmentation des dépenses afférentes au personnel civil en raison de la création de 18 postes supplémentaires et par un accroissement des besoins au titre des opérations aériennes, puisqu'il est proposé de mettre à la disposition de la Mission un petit hélicoptère de manoeuvre supplémentaire et de remplacer l'aéronef à voilure fixe par un avion à réaction plus rapide, capable de faire en une journée l'aller-retour Tbilissi-Istanbul.

46. Dans le rapport final sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUHA) (A/56/851), il est demandé à l'Assemblée générale de porter au crédit des États Membres un montant de 25,3 millions de dollars à prélever sur le solde inutilisé de 39,6 millions de dollars et de suspendre temporairement l'application des articles 4.3 et 4.4 et de l'alinéa d) de l'article 5.2 du Règlement financier en ce qui concerne le solde excédentaire de 14,3 millions de dollars, en raison des difficultés de trésorerie que connaît la Mission.

47. Les crédits ouverts pour la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH), d'un montant de 158,7 millions de dollars, ont également permis d'assurer le fonctionnement de la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP) et des bureaux de liaison de Belgrade, Zagreb et Sarajevo. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport final sur l'exécution du budget de la Mission (A/56/698), les dépenses ont atteint 146,2 millions de dollars, d'où un solde inutilisé de 12,5 millions de dollars, soit 8 % du montant approuvé. Ce solde inutilisé concerne surtout les rubriques relatives aux dépenses de personnel civil, du fait que le personnel international a été recruté à un niveau inférieur à celui qui avait été prévu, et aux dépenses opérationnelles.

48. S'agissant du projet de budget de la Mission pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003

(A/56/773), il y est mentionné que la MINUBH devra avoir achevé ses tâches essentielles au 31 décembre 2002. Les dépenses prévues, dont le montant est estimé à 78,5 millions de dollars, se décomposent comme suit : 56,9 millions de dollars au titre du fonctionnement de la Mission pour la période du 1er juillet au 31 décembre 2002 et 21,7 millions de dollars au titre de sa liquidation, entre le 1er janvier et le 30 juin 2003. Les ressources prévues représentent une réduction de 61,5 millions de dollars (43,8 %) par rapport aux crédits ouverts pour la période en cours.

49. Dans le rapport final sur l'exécution du budget de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (ATNUSO) et du Groupe d'appui de la police civile (A/56/844), il est demandé à l'Assemblée générale de décider que les États Membres devront renoncer à leurs parts respectives du solde de trésorerie de 35,8 millions de dollars, qui sera affecté au financement des stocks de déploiement stratégique.

50. Dans le rapport final sur l'exécution du budget de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti (MANUH), de la Mission de transition des Nations Unies en Haïti (MITMUH) et de la Mission de police civile des Nations Unies en Haïti (MIPONUH) (A/56/841), il est demandé à l'Assemblée générale de décider de suspendre temporairement les dispositions des articles 4.3 et 4.4 et de l'alinéa d) de l'article 5.2 du Règlement financier en ce qui concerne l'excédent restant de 4 millions de dollars, étant donné le déficit de trésorerie du compte spécial des missions.

51. Le Comité est également saisi du rapport du Secrétaire général sur le concept de stocks de matériel stratégique et son application (A/56/870). La mise en place d'une capacité de déploiement rapide a fait l'objet de l'une des principales recommandations du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies (A/55/305-S/2000/809). En réponse, le Secrétaire général a proposé la constitution d'une réserve stratégique pour les opérations de maintien de la paix afin d'appuyer rapidement les chances de paix. Les crédits nécessaires pour appliquer le concept doivent couvrir les dépenses non renouvelables d'un montant de 179,7 millions de dollars. Les frais d'établissement des stocks de matériel stratégique (dépense non renouvelable) seraient imputés sur le budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi. Les rapports finals sur l'exécution du budget de plusieurs missions dont le mandat est

terminé sont examinés par le Comité : les soldes restants seraient utilisés pour compenser en partie cette dépense. Les dépenses récurrentes, comme celles afférentes au personnel et à l'entretien, estimées à 6 millions de dollars par an, seraient imputées sur le budget de la Base.

52. Le Secrétaire général a besoin d'une autorisation pour engager des dépenses au titre des achats avant que le mandat de la mission ne soit adopté, afin que les articles nécessaires puissent être déployés rapidement. Il est donc proposé de lui donner l'autorisation d'engager des dépenses à concurrence de 50 millions de dollars avant la définition du mandat de la mission lorsque l'on prévoit de créer une nouvelle mission de maintien de la paix. Les procédures régissant l'octroi de cette autorisation sont décrites aux paragraphes 30 à 37 du rapport.

53. Le rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour la période allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001 (A/56/760) indique que le montant des crédits approuvés était de 9,3 millions de dollars et celui des dépenses de 7,8 millions de dollars, d'où un solde inutilisé de 1,6 million de dollars (17 %). Il s'explique par un taux de vacance de postes moyen de 29 % pour le personnel international et par la sous-estimation, dans le projet de budget, des besoins au titre des locaux et de l'hébergement, des transports, des transmissions, du matériel divers, des fournitures et services, ainsi que du fret aérien et de surface. Les prévisions de dépenses au titre du fonctionnement de la Base de soutien logistique pour la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2003 (A/56/871) s'élèvent à 16,2 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 7,2 millions (80,1 %). Celle-ci tient compte des ressources en personnel et des autres ressources requises pour entreprendre le niveau accru d'activités découlant du concept d'opérations révisé de la Base de soutien logistique. Le budget a été présenté selon les grandes lignes des programmes énumérés dans l'annexe III au document A/55/830.

54. **M. Sheehan** (Sous-Secrétaire général à l'appui aux missions) expose au Comité le concept de stocks de matériel stratégique et les modalités de sa mise en œuvre. Une réserve stratégique a pour objet de doter l'Organisation de la capacité de déployer de nouvelles missions de maintien de la paix dans les délais du déploiement rapide. Afin de parvenir au degré nécessaire de préparation du matériel à l'utilisation, il

est proposé que l'achat de biens et de produits de base tels que les véhicules, le matériel de transmission et de génie et les logements soit assuré par le Secrétariat. Les divers articles seraient ensuite entreposés à la Base de Brindisi en tant que stocks de matériel stratégique. Les services tels que le transport stratégique, les services de construction et les produits consommables tels que le carburant, les rations et l'eau feraient l'objet d'arrangements contractuels avec des fournisseurs avant que le Conseil de sécurité adopte une résolution portant création d'une nouvelle mission, grâce à une autorisation préalable d'engager des dépenses. À cet égard, le Comité consultatif a conclu que les dispositifs existants qui régissent l'engagement de fonds étaient appropriés et qu'une lettre adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité approuvant l'intention du Secrétaire général de planifier et de préparer une nouvelle mission serait suffisante pour amorcer la mise en œuvre de la résolution 49/233 A de l'Assemblée générale.

55. S'agissant du calendrier du déploiement rapide, l'expérience a montré que l'on pouvait souvent prévoir les nouvelles opérations de maintien de la paix avant que le mandat de la mission ne soit adopté. Aux fins de la planification, le « jour J » s'entend de la date estimative de l'adoption d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. La planification du déploiement rapide commencera normalement environ 60 jours avant le jour J, soit J – 60 jours. Le Bureau du Sous-Secrétaire général procède actuellement à la planification et à la constitution de stocks de matériel stratégique. Si le concept est approuvé, les achats débiteront en juillet 2002, la Base de Brindisi commencera à recevoir les stocks à l'automne 2002 et la réserve de matériel sera en place entre le début et le milieu de l'année 2003.

56. En ce qui concerne la taille des stocks, tant le Comité spécial des opérations de maintien de la paix que le Comité consultatif ont recommandé qu'elle corresponde à une mission complexe par an. Selon le profil établi, une telle mission comprendrait un effectif militaire de quelque 10 000 personnes, avec une capacité d'autonomie de 50 %; 375 membres du personnel international; 500 observateurs militaires; 500 membres de la police civile; 575 membres du personnel local. Si les besoins en stocks de matériel stratégique sont déterminés en termes de modules, les ressources nécessaires pour les stocks requis devraient s'élever à 146,2 millions de dollars.

57. À l'heure actuelle, la Base de Brindisi sert principalement de dépôt pour les missions actives et pour celles qui prennent fin. Si l'Assemblée générale approuve le concept de stocks de matériel stratégique, le rôle de la Base sera notablement développé et des postes supplémentaires seront requis. Le Comité consultatif a recommandé la création de 24 postes supplémentaires, ce qui portera le total des postes à 130, et le reclassement de six postes existants. De l'avis du Sous-Secrétaire général, la mise en œuvre du concept pourra se faire avec cet effectif, à condition qu'il soit possible d'engager du personnel contractuel pendant les périodes de pointe.

58. Le Sous-Secrétaire général reconnaît qu'il est nécessaire d'améliorer la capacité de gestion à la Base, notamment en rationalisant la planification, les politiques, les instructions permanentes et la gestion des stocks. Conscient de la quantité de matériel coûteux qui y sera entreposé, son Bureau abordera dans une optique de prudence la mise en œuvre du concept de stocks de matériel stratégique. Il est possible d'apporter un soutien logistique au déploiement rapide. Si le concept est approuvé, la réserve stratégique pourra être pleinement opérationnelle dans un délai d'un an environ. Cependant, le déploiement rapide ne pourra être accompli que si les États Membres sont en mesure de mettre en place l'effectif militaire et la police sur le terrain en temps opportun.

59. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant les rapports du Comité consultatif traitant de ces questions (A/56/887 et Add. 1 à 10 et A/56/902), dit qu'ils contiennent des commentaires et des recommandations spécifiques pour chaque mission. On trouve des commentaires et des recommandations dont le champ d'application est plus vaste dans le rapport du Comité consultatif sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/56/887). À quelques réserves près, le Comité consultatif a accepté les recommandations du Secrétaire général concernant la FNUOD, la FINUL, la MONUIK, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre et la MINUEE. S'agissant de la MINUSIL, il a accepté les propositions du Secrétaire général avec une légère modification : il a accepté que soient ouverts des crédits d'un montant brut de 669,5 millions de dollars, mais compte tenu des effets possibles de l'ajustement auquel il pourrait être procédé, il recommande qu'une

somme de 502 107 300 dollars soit mise en recouvrement au titre de la période allant du 1er juillet 2002 au 31 mars 2003. S'agissant de la MINUK, le Comité consultatif recommande qu'une somme de 330 millions de dollars soit mise en recouvrement, puisque l'évolution politique rend désormais possible la réduction des effectifs.

60. Aux paragraphes 76 à 83 de son rapport (A/56/887), le Comité consultatif commente les rapports d'exécution du budget de missions dont le mandat est terminé. L'Annexe VII du rapport contient des renseignements relatifs au budget de ces missions. Après avoir lui-même examiné les rapports en question, le Président du Comité consultatif constate que le Secrétaire général fait état de soldes d'un montant total de 279,3 millions de dollars, dont 228,7 millions de dollars pour les missions en ex-Yougoslavie. Le Secrétaire général a proposé qu'une somme de 179 656 000 dollars soit affectée aux stocks de matériel stratégique pour les deux missions en question, mais le Comité consultatif recommande que ce montant soit ramené à 146,2 millions de dollars. Pour ce qui est de la Base de soutien logistique à Brindisi, le Secrétaire général a proposé un montant de 16,2 millions de dollars, mais le Comité consultatif recommande un montant de 14 293 000 dollars; il recommande aussi la création de 24 postes supplémentaires au lieu des 80 proposés par le Secrétaire général. Pour ce qui est de la MONUG, le Comité consultatif a recommandé un montant de 31 705 800 dollars alors que Secrétaire général avait proposé un montant de 35 535 300 dollars. La recommandation du Comité consultatif tient compte des commentaires émis par celui-ci au sujet des opérations aériennes et du personnel supplémentaire.

61. **M. Chandra** (Inde) dit que le Groupe des 77 fera une déclaration détaillée au sujet des points de l'ordre du jour à l'examen. Toutefois, sur la question des stocks de matériel stratégique, l'orateur apprécierait que des renseignements lui soient communiqués en ce qui concerne la gestion des stocks de matériel de pointe, dont la valeur a chuté.

62. **M. Sheehan** (Sous-Secrétaire général à l'appui aux missions) dit que la plus grande prudence est exercée en ce qui concerne l'accumulation et la gestion de stocks de matériel informatique et télématique. Pour assurer le meilleur entretien possible des stocks, le matériel et les véhicules sont mis à la disposition des

missions selon un roulement organisé de manière efficace.

**Point 133 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite)**

**Point 130 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (suite)**

*Rapport d'audit du Bureau des services de contrôle interne sur les politiques et procédures appliquées par le Département des opérations de maintien de la paix pour recruter le personnel civil international des missions (A/56/202)*

*Audit de l'établissement et de la gestion des taux de l'indemnité de subsistance (missions) (A/56/648)*

*État mis à jour de l'application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne concernant les activités de liquidation des missions à l'Organisation des Nations Unies (A/56/896)*

*État mis à jour des activités de contrôle relatives au programme « pétrole contre nourriture » et à la Commission d'indemnisation des Nations Unies (A/56/903)*

63. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), présentant le Rapport d'audit du Bureau des services de contrôle interne sur les politiques et procédures appliquées par le Département des opérations de maintien de la paix pour recruter le personnel civil international des missions (A/56/202), dit que l'audit a été effectué à un moment où les opérations de maintien de la paix, sous tous leurs aspects, faisaient l'objet d'un examen d'ensemble. Les principaux objectifs de l'étude menée par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) étaient de déterminer l'efficacité et la pertinence des politiques et procédures appliquées par le Département des opérations de maintien de la paix pour recruter le personnel des missions et de suggérer des améliorations afin que les besoins en personnel des missions extérieures soient mieux satisfaits.

64. Le BSCI a relevé des lacunes dans les procédures de recrutement et dans la gestion par le Département des fonctions liées au recrutement. L'absence de normes et d'indicateurs fiables de la charge de travail

nuit à la capacité du Département d'évaluer de façon réaliste les ressources dont il a besoin. Les définitions d'emploi correspondant aux postes à pourvoir dans le cadre des missions ne sont pas assez précises et le Département ne dispose pas d'un fichier de candidats fonctionnel. En outre, le système de sélection ne garantit pas que les candidats sont réellement mis en concurrence et les missions extérieures ne sont pas pleinement impliquées dans le processus. Le rapport recommande de déléguer aux missions l'intégralité des pouvoirs en matière de recrutement, mais insiste sur la nécessité de fixer des normes, d'affecter aux missions des spécialistes qualifiés et de doter le Siège de mécanismes de contrôle adaptés. L'ensemble des 16 recommandations du BSCI ont été acceptées et le Département, en coopération étroite avec le Bureau de la gestion des ressources humaines, a pris des mesures en vue de leur application.

65. Présentant le rapport du BSCI sur l'audit de l'établissement et de la gestion des taux de l'indemnité de subsistance (missions) (A/56/648), le Secrétaire-général adjoint dit que l'objectif de l'audit était de déterminer si les taux appliqués aux missions spéciales de maintien de la paix étaient raisonnables et justifiés. L'audit a également porté sur l'administration de l'indemnité de subsistance, qui représente une part importante du coût global des missions de maintien de la paix. Pour l'exercice allant du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, elle a représenté 17 % du total des dépenses des 10 missions spéciales de maintien de la paix examinées par le BSCI, ce qui présente de toute évidence un degré élevé de risque aux yeux du BSCI comme de l'ONU.

66. L'indemnité applicable aux missions a pour objet de dédommager le personnel de l'ONU des frais de séjour encourus pendant les périodes de service. Le Secrétaire général fixe, pour chacune de ces affectations, le montant et les conditions de versement de l'indemnité de subsistance (missions). En règle générale, le montant de l'indemnité de subsistance (missions) doit permettre de couvrir les frais de séjour (nourriture, logement et dépenses accessoires) effectivement encourus dans les différentes zones de mission. En outre, l'indemnité de subsistance (missions) doit en principe être d'un montant inférieur à celui de l'indemnité journalière de subsistance établie par la Commission de la fonction publique internationale pour les séjours de courte durée dans les mêmes lieux d'affectation. Le montant de l'indemnité

de subsistance est réexaminé régulièrement par la suite dans le but de vérifier que les divers éléments pris en compte pour les fixer initialement sont toujours appropriés. Au cours des dernières années, elle a été accordée à des catégories de personnel très diverses (personnel civil international, observateurs militaires et personnel de police civile, notamment).

67. L'inclusion dans l'indemnité de subsistance (missions) d'un élément « sujétion » sans relation avec la subsistance n'est pas justifiée, car l'indemnisation de la sujétion ou des risques doit être envisagée distinctement. Le BSCI n'a pas d'objection à ce que des indemnités distinctes, conçues spécifiquement pour compenser la sujétion et les risques encourus dans le cadre d'une mission, soient versées, à condition qu'elles soient justifiées et examinées distinctement de l'indemnité de subsistance (missions).

68. Les vérificateurs ont estimé que, dans le cadre de sept missions, la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUC), la MINUSIL, la MONUG, la MINUEE, la MINUK et la MONUIK, le montant de l'indemnité de subsistance était excessif ou contestable pour d'autres raisons. Le montant de l'indemnité applicable à une autre mission, la MINUBH, leur est en revanche apparu comme trop faible par rapport à celui de l'indemnité de subsistance journalière en vigueur dans le même lieu d'affectation. Ils ont jugé acceptable le montant de l'indemnité de subsistance (missions) versée au personnel des deux autres missions considérées (MONUK et ATNUTO).

69. Compte tenu de l'importance des incidences financières possibles, le BSCI a estimé que le Bureau de la gestion des ressources humaines devait se pencher immédiatement sur le cas des sept missions pour lesquelles le montant de l'indemnité était jugé trop élevé ou contestable, afin de décider d'un réajustement éventuel. En réponse aux conclusions et aux recommandations des vérificateurs, le Bureau de la gestion des ressources humaines a revu les taux applicables à la MINUEE, à la MONUG, à la MINURSO, à la MONUC, à la MINUSIL et à la MONUIK et a décidé de les réduire, ce qui devrait se traduire par des économies d'environ 33,7 millions de dollars par an. Le Bureau de la gestion des ressources humaines a également décidé que l'indemnité de subsistance (missions) applicable à la MINUBH devait être réexaminée et une décision quant à une révision

éventuelle du taux appliqué est sur le point d'être prise. Le BSCI estime qu'il convient d'appliquer toute réduction des taux de l'indemnité de subsistance (missions) de façon progressive afin de donner suffisamment de temps au personnel pour ajuster en conséquence ses dépenses de subsistance.

70. Présentant la note sur l'état mis à jour de l'application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne concernant les activités de liquidation des missions à l'Organisation des Nations Unies (A/56/896), le Secrétaire-général adjoint indique que d'après l'audit interne des activités de liquidation des missions menées au Siège de l'Organisation des Nations Unies, réalisé par le BSCI, des améliorations sensibles ont été apportées dans la liquidation des opérations de maintien de la paix. Toutefois, afin d'accélérer les choses, il faut améliorer et contrôler de plus près la planification et l'exécution des tâches finales de liquidation au Siège. Le contrôle des activités de liquidation menées au Siège par la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix doit lui aussi être renforcé.

71. Le BSCI a adressé au Département des opérations de maintien de la paix et au Contrôleur 13 recommandations visant à améliorer les activités de liquidation des missions. Ces recommandations, ainsi que des renseignements sur les progrès accomplis dans leur application communiqués par le Département des opérations de maintien de la paix et le Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité, figurent dans l'annexe à la note du BSCI publiée sous la cote A/56/896. Dans le cadre de son audit en cours du Service de gestion financière de la Division de l'administration et de la logistique des missions du Département des opérations de maintien de la paix, le BSCI a décidé d'entreprendre un examen de suivi des activités de liquidation des missions dans le cadre duquel il se penchera en particulier sur les inscriptions au compte des pertes et profits et dont il présentera les résultats à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session.

72. Abordant en dernier lieu le rapport du BSCI fournissant un état mis à jour des activités de contrôle relatives au programme « pétrole contre nourriture » et à la Commission d'indemnisation des Nations Unies (A/56/903), le Secrétaire-général adjoint observe que la complexité des activités menées, l'importance des sommes d'argent impliquées et la grande diversité des

responsabilités qui incombent à l'ONU font de ce programme une entreprise à haut risque. Des arrangements spécifiques doivent donc régir les activités de vérification. C'est pourquoi il est essentiel que le BSCI soit doté de ressources adéquates et que des dispositions appropriées soient prises pour que les audits portant sur les fonds dont l'Organisation est responsable soient efficaces.

73. Le rapport décrit la stratégie adoptée par le BSCI pour procéder à l'audit des très nombreuses activités qui sont financées dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture ». L'accent a été mis sur l'audit des activités menées dans le nord de l'Iraq, où l'ONU est responsable de la mise en oeuvre du programme. Le BSCI a procédé à un audit au Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les affaires humanitaires en Iraq, portant en particulier sur les activités de coordination et de contrôle dans le nord de l'Iraq. Il coordonne en outre les activités et les services d'audit des neuf organismes et programmes des Nations Unies contribuant à l'exécution du programme « pétrole contre nourriture » dans le nord de l'Iraq. Bien que le défi soit de taille, des mesures ont été prises pour renforcer la coopération dans un certain nombre de domaines, et il est notamment prévu de réaliser des audits horizontaux ou mixtes des activités menées dans le nord de l'Iraq.

74. Le Bureau est conscient des conditions souvent difficiles dans lesquelles sont menées les activités en Iraq, mais le Bureau chargé du Programme Iraq doit continuer d'améliorer la coordination et le suivi des projets exécutés par les organismes et programmes des Nations Unies dans le nord du pays. Pour ce qui est de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, elle instruit de nombreuses demandes d'indemnisation pour les dommages résultant de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Du fait de la nature souvent complexe et du montant élevé de ces demandes d'indemnisation, ces dernières exposent l'Organisation à des risques importants et, bien que la Commission ait mis en place un certain nombre de garanties, il n'en reste pas moins que les possibilités d'erreurs et d'irrégularités sont nombreuses. Le Secrétaire exécutif est tombé d'accord sur ce point avec le BSCI et un second poste de vérificateur a été créé, qui s'attachera tout particulièrement aux demandes d'indemnisation présentant un risque élevé.

75. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) dit que les rapports du BSCI sont très informatifs et que les

recommandations qu'ils contiennent doivent être mises en oeuvre aussi rapidement que possible. Il est préoccupé par la lenteur de l'application des 13 recommandations du BSCI quant aux activités de liquidation des missions et s'interroge sur l'existence éventuelle de facteurs entraînant des complications. Sa délégation partage les vues du BSCI quant aux critères d'établissement et d'ajustement des taux applicables aux missions. Il ne convient pas de prendre d'autres considérations en compte pour la calcul de l'indemnité de subsistance (missions). Le Secrétaire général devrait donner suite aux recommandations du BSCI concernant l'amélioration de l'établissement et de l'administration des indemnités de subsistance versées au personnel des missions de maintien de la paix, d'autant plus que ces indemnités représentent une proportion élevée du budget des missions. Sa délégation appelle instamment de ses vœux l'application rapide des recommandations du BSCI visant à améliorer la procédure de recrutement du personnel civil international des missions extérieures. À cet égard, elle se demande si certains des points soulevés dans le rapport du BSCI sont liés au taux de vacance de postes de 29 % enregistré à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi.

76. S'agissant du rapport du BSCI fournissant un état mis à jour des activités de contrôle relatives au programme « pétrole contre nourriture » et à la Commission d'indemnisation des Nations Unies (A/56/903), l'orateur souhaiterait que les commentaires faits par le Secrétaire général-adjoint au sujet de la coordination des activités et des services d'audit des organismes des Nations Unies contribuant à l'exécution du programme soient approfondis. Pour ce qui est des activités de contrôle de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, il partage l'avis du BSCI selon lequel le montant élevé et la nature souvent complexe des demandes d'indemnisation pour les dommages résultant de l'invasion du Koweït par l'Iraq exposent l'Organisation à des risques importants et se demande si la création d'un second poste de vérificateur chargé tout particulièrement d'examiner les demandes d'indemnisation présentant un risque élevé a été approuvée.

77. **M.Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), répondant aux questions soulevées, dit que le BSCI se réjouit toujours de constater l'accélération du rythme des activités de liquidation des missions mais reconnaît qu'il s'agit là

d'un processus qui demande du temps et qu'il attendra la conclusion de l'examen en profondeur de cette question pour se prononcer. Il accueille avec satisfaction le fait que le Département des opérations de maintien de la paix a pris conscience de la nécessité de mener à bien les activités de liquidation des missions avec célérité.

78. Les politiques et procédures appliquées par le Département des opérations de maintien de la paix pour recruter le personnel civil international des missions, si elles ne sont pas encore aussi efficaces qu'elles le devraient, sont désormais contrôlées par le Bureau de la gestion des ressources humaines et le BSCI espère que les nouvelles initiatives qui ont été prises, comme la conception d'un fichier de candidats (le projet Galaxy) grâce auquel il est possible de recevoir des candidatures en ligne, de les examiner et de classer automatiquement les candidats en fonction des qualifications requises, ainsi que l'application des recommandations qu'il a adressées à la Division de l'administration et de la logistique des missions, se traduiront par une amélioration de la procédure de recrutement et une réduction des taux de vacance de postes. Le BSCI poursuivra son examen de la procédure de recrutement et traitera toute question en suspens une fois qu'il aura mis la dernière touche à cet examen.

79. Pour ce qui est de la coordination des activités d'audit avec celles d'autres organismes d'audit, le BSCI a tiré nombre d'enseignements utiles de cette initiative, et il prévoit de la poursuivre. Il fournira un état mis à jour de cette collaboration ultérieurement. Un second poste de vérificateur est le minimum requis pour que les tâches confiées au BSCI puissent être exécutées et le Secrétaire général-adjoint espère que cette recommandation sera approuvée.

*La séance est levée à 12 h 20.*